

# FYODOR LUKYANOV

Rédacteur en chef, *Russia in Global Affairs*

**François BARRAULT, président de l'Idate/DigiWorld Institute ; ancien PDG de BT Global Services et membre du conseil d'administration de BT Group PLC**

Let us move to Russia. Last week, there was talk about Telegram deactivating blogs and accounts of organisations, but it will be great to have your view, Fyodor, on what is going on in Russia, the digital perspective and the initiatives.

**Fyodor LUKYANOV, rédacteur en chef, *Russia in Global Affairs***

Merci beaucoup. Je tiens tout d'abord à remercier Thierry, ainsi que tous les organisateurs pour cette invitation. Prendre la parole ici est un grand honneur et également un grand défi, mais je pense que le choix de la Russie dans le cadre de ce panel limité était vraiment pertinent car la Russie constitue un cas très intéressant.

En Russie, de nombreux processus et dimensions dans ce domaine sont beaucoup plus visibles qu'en Occident, que ce soit en Europe ou aux Etats-Unis. La culture politique russe est traditionnellement méfiante vis-à-vis de l'ouverture et cela façonne inévitablement le discours national concernant internet. Par ailleurs, cela crée beaucoup de stéréotypes à l'étranger car l'approche russe d'internet et de la sphère numérique est généralement présentée comme étant opposée à l'approche adoptée par les Etats-Unis et l'Europe en tant que symbole de liberté et d'ouverture. Cela me semble quelque peu exagéré ; certes, la forme du débat russe est souvent relativement étrange, et je dirais même très démodée et sans relief, mais si l'on examine sur le fond l'approche de ce dilemme entre liberté et sécurité, et l'expansion du monde numérique et d'internet, la Russie ne fait pas figure d'extra-terrestre !

Ce dilemme est absolument le même en Russie que partout ailleurs, et les tendances en Russie sont plus ou moins similaires aux tendances que nous pouvons observer en Occident. Partout dans le monde, les avancées technologiques donnent lieu à un zèle réglementaire accru, et la Russie n'est donc pas un cas à part. Bien entendu, en Russie, les actions du gouvernement ou des services de sécurité sont tout simplement plus maladroites et grossières que dans les pays dits avancés, mais sur le fond, il y a peu de différences.

Je voudrais vous présenter quelques chiffres. La Russie est l'un des pays où le développement technologique est extrêmement rapide. En effet, la pénétration d'internet est aujourd'hui supérieure à 60 % et ces dernières années, l'intensité d'utilisation n'a cessé d'augmenter. Entre 2009 et 2014, le nombre d'utilisateurs hebdomadaires a doublé. La Russie est non seulement le plus grand marché internet en Europe mais aussi, chose surprenante, le premier utilisateur de réseaux sociaux. En 2014, la Russie comptait 47 millions d'utilisateurs de réseaux sociaux, devançant largement le Royaume-Uni (36 millions d'utilisateurs), et la France et l'Allemagne (28 millions). Il s'agit là d'une très, très forte évolution.

Certes, l'utilisation d'internet se répartit de façon inégale dans le pays, cependant on aurait tort de penser que les grandes villes comme Moscou, Saint-Pétersbourg ou Iekaterinbourg jouent les premiers rôles dans ce processus et que les contrées éloignées sont à la traîne. Par exemple, on observe un phénomène très intéressant décrit par de nombreux universitaires : il s'agit du phénomène de la République de Sakha (Yakoutie), située tout à l'Est de la Russie, en Sibérie orientale, qui est je pense aussi grande que l'Europe tout entière. Elle est certes bien moins peuplée, mais il n'en demeure pas moins que WhatsApp a connu un véritable essor en Yakoutie. Le système WhatsApp est devenu non seulement un moyen de communication pour les habitants, mais a également remplacé par exemple la télévision, les sources d'informations et d'actualités. Cela s'explique en partie par le fait que le niveau technique reste peu élevé dans une grande partie du pays : en Russie, de grandes zones sont dépourvues de réseaux téléphoniques fixes, donc les téléphones mobiles et les smartphones sont davantage utilisés et cela signifie que ces systèmes jouent un rôle beaucoup plus important.

Les réseaux sociaux constituent une source d'informations importante pour un nombre croissant de Russes. En juillet 2015, 40 % de la population adulte totale et deux tiers des utilisateurs actifs d'internet s'informaient via les médias sociaux. C'est un problème majeur pour la télévision, par exemple, car elle perd du terrain publicitaire face aux réseaux sociaux, et ce beaucoup plus rapidement qu'auparavant. Les études sur internet et les big data, dont il a été question plus tôt, sont de plus en plus nombreuses en Russie. En effet, toutes les semaines, une nouvelle personne publie une nouvelle étude, de nouvelles revues, etc.

Les autorités russes ont adopté récemment un certain nombre de lois réglementant l'utilisation d'internet. Il convient notamment de citer la loi interdisant la pédopornographie et la diffamation, la loi sur les droits d'auteur, et la loi sur la localisation des données. Plus récemment, nous avons eu la loi sur le droit à l'oubli, ce qui signifie la suppression des données du web, et cette loi, comme souvent pour une loi de ce type, suscite un énorme débat au sein de la société. En Occident, ces lois ont immédiatement été dénoncées comme constituant un pas de plus vers une société totalitaire. En fait, si on regarde ces lois de plus près, la plupart sont plus ou moins sur le même modèle que celles discutées ou adoptées en Occident.

Bien entendu, le problème russe réside dans le fait que l'industrie des technologies de l'information n'a pas encore de communauté structurée et de lobbyistes professionnels. Les industriels de ce secteur essaient d'influencer la prise de décision, mais ils ne sont pas assez puissants, parfois pas assez qualifiés et bien sûr, le gouvernement, qui a pour priorité de régler les questions de sécurité et politiques, a le dernier mot, mais ensuite il s'avère généralement nécessaire de réviser ces lois car elles sont inefficaces.

Internet fait l'objet de nombreuses discussions en Russie, mais ce sujet est appréhendé de façon quelque peu différente par rapport à l'Occident, par exemple lorsque nous discutons de cybersécurité. Aujourd'hui, la cybersécurité constitue un enjeu important en Russie, comme partout ailleurs, mais au-delà de l'approche traditionnelle de la cyberguerre et du piratage, les Russes s'inquiètent beaucoup de la question du contenu. Ce ne sont pas seulement les capacités d'intervention qui préoccupent, mais le contenu. Bien entendu, il s'agit là d'une réaction à toute cette hystérie sur les révolutions Twitter, et le rôle que les réseaux sociaux ont joué dans le Printemps arabe, la Révolution orange et tous les développements révolutionnaires possibles. Je pense que tout ceci est très exagéré ; en effet, de nombreuses études montrent que Twitter, Facebook et d'autres réseaux sociaux n'ont jamais créé de révolutions. Ils ont juste servi de moyens de communication, mais quoi qu'il en soit, cette question est au cœur des préoccupations en Russie, mais aussi au niveau international.

La Russie essaie d'être très active dans le débat international sur la cybersécurité et la proposition de code de conduite évoquée plus tôt. Les Russes ont été les premiers à en parler. Par exemple, d'importantes luttes intestines sont survenues lors d'une conférence sur les télécommunications internationales en 2012 à Dubaï lorsque la Russie a essayé d'introduire et de faire adopter un nouveau code de conduite qui, à l'époque, n'était pas soutenu par les pays occidentaux. Cependant, deux ans après, les choses ont changé. Les révélations d'Edward Snowden ont bien sûr eu un impact sur l'approche de certains pays démocratiques tels que l'Allemagne et le Brésil, qui commencent à considérer d'un œil favorable la position russe.

La Russie a soulevé la question de l'ICANN, une organisation non gouvernementale californienne, en charge d'attribuer des adresses IP, et émis une proposition qui est de plus en plus commentée, voire soutenue dans le monde. L'ICANN est de plus en plus perçue comme le centre de l'ensemble d'internet dans le monde. Bien entendu, les arguments russes sur ce sujet sont, une fois encore, un peu démodés car nous aimons les théories du complot et nous croyons vraiment que si un département d'Etat ou le Pentagone donne l'ordre au gars à Palo Alto ou n'importe où, ce gars détruira internet en appuyant sur un simple bouton. Cependant, je pense que l'idée de multi-partenariat, de diversification du contrôle fait son chemin non seulement en Russie mais également dans le monde entier, ce pourrait donc être une question majeure dans les années à venir.

Enfin, dans le cadre du débat sur la cyberguerre, la Russie essaie maintenant de proposer un pacte de non-agression électronique. D'une certaine manière, le débat d'aujourd'hui ressemble au débat sur la sécurité nucléaire d'il y a 40 ans ; à l'époque, les grandes puissances étaient parvenues à la conclusion que sans règles du jeu, l'existence même de l'humanité était en péril. Malgré la guerre froide, malgré toutes les différences, l'Union soviétique et les Etats-Unis étaient arrivés à établir ces règles. Aujourd'hui, dans le cyberespace, nous sommes face à une situation similaire car

les dommages qui pourraient être causés par les cyberattaques, pouvant même aller jusqu'à des guerres, sont similaires au nucléaire. On observe certes un comportement et un débat très spécifiques en Russie, mais si on commence à analyser et si on laisse de côté certaines déclarations relevant de l'obscurantisme, en fait, le débat russe est en phase avec ce qui se passe partout dans le monde.

Enfin, concernant votre question sur Telegram, je pense que c'est très typique. Lorsque le propriétaire et créateur de Telegram a entendu parler de ce problème, sa première réaction a été très sarcastique. Il a ironisé en disant 'Je propose d'interdire les mots car j'ai entendu dire qu'ils sont utilisés par les terroristes pour communiquer'. Au bout d'un moment, quand il s'est rendu compte de la gravité des événements, il a pris des mesures. Il a interdit toutes ces adresses IP et je pense que dans le cas de la Russie, où la sécurité passe au premier plan, c'est beaucoup plus facile que n'importe où ailleurs. Merci.

**François BARRAULT, président de l'Idate/DigiWorld Institute ; ancien PDG de BT Global Services et membre du conseil d'administration de BT Group PLC**

It has been a bold move and nobody else so far has done that or asked to do that, especially for the big search engine. Thank you, Fyodor.